



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240912-lmc1341792-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 17 septembre 2024
Date de publication : 19/09/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 12 SEPTEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 12 septembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
54	23	4
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/09/211</p> <p>CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA SOCIETE RD TPM RELATIVE AUX MODALITES TARIFAIRES DESTINEES A L'INSERTION DES BENEFICAIRES DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE POUR L'ANNEE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Delphine GROSSO, Mme Corinne JOUVE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Yann TAINGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, M. Laurent JEROME ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Edwige MARINO ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, M. Amaury NAVARRANNE ayant donné pouvoir à M. Gilles BALDACCHINO, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, M. Guy RAYNAUD ayant donné pouvoir à Mme Corinne JOUVE, M. Bernard ROUX ayant donné pouvoir à Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, M. Albert TANGUY ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Pascale JANVIER, Mme Sandra TORRES, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

Séance Publique du 12 septembre 2024

N° D' O R D R E : 24/09/211

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE ENTRE LA METROPOLE
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, LE CONSEIL
DEPARTEMENTAL DU VAR ET LA SOCIETE RD TPM
RELATIVE AUX MODALITES TARIFAIRES DESTINEES
A L'INSERTION DES BENEFICAIRES DU REVENU DE
SOLIDARITE ACTIVE POUR L'ANNEE 2024 -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1 et L5211-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/02/021 du Conseil Métropolitain en date du 23 février 2023 relative au choix du délégataire pour l'exploitation du service de transport terrestre et maritime de voyageurs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/03/072 du Conseil Métropolitain en date du 23 mars 2023 reconduisant pour la période de février à avril 2023, les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociales en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble de ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°24/02/023 du conseil Métropolitain en date du 22 février 2024 reconduisant pour la période de mai à décembre 2023, les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble de ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU l'avis de la Commission Mobilités en date du 5 septembre 2024,

CONSIDERANT l'intérêt de reconduire pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale en faveur des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion sur l'ensemble du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

Et après en avoir délibéré,



DECIDE

ARTICLE 1

DE CONCLURE pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024, une convention de partenariat financier entre le Conseil Départemental du Var, la société RD TPM et la Métropole Toulon Provence Méditerranée définissant les modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) effectuant une démarche d'insertion, sur l'ensemble du périmètre du ressort territorial de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant maximum prévisionnel de la participation du Conseil Départemental du Var sur la période considérée est de 120 000 euros TTC. Cette participation est versée directement au délégataire du réseau mistral et, est sans incidence financière pour la métropole.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer avec le Conseil Départemental du Var et la société RD TPM, la convention relative aux modalités tarifaires applicables aux allocataires du RSA sous contrat d'engagements réciproques, sur le réseau de transport de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 12 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Béatrice VEYRAT-MASSON

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 0

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



LE DÉPARTEMENT

D.D.S.I./
EM

Acte n° : CO 2024-792

CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LE DÉPARTEMENT DU VAR, LA
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE ET LA SOCIETE RD TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE AU TITRE DE L'ANNEE 2024

ENTRE :

le Département du Var, représenté par Monsieur Jean-Louis MASSON, Président du Conseil départemental du Var, agissant en vertu de la délibération de la Commission permanente du Conseil départemental du Var n° G63 du 8 juillet 2024,

Le Président du Conseil départemental est représenté par Madame Lydie ONTENIENTE, conseillère départementale et présidente de la commission "insertion et action sociale" agissant en vertu de l'arrêté de délégation de fonction et de signature n° AR 2022-1813 du 18 novembre 2022.

d'une part,

ET :

Monsieur Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, agissant en vertu de la délibération n° du Conseil métropolitain du

d'autre part,

ET :

La Société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), délégataire du Service Public de transports en commun « Réseau Mistral » pour le compte de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par Madame Claudine SCHULTZ, Directrice Générale,

d'autre part,

LES PARTIES CONVIENNENT QUE :

ARTICLE 1 - OBJET

Dans le cadre du contrat de délégation de service public qui lie la Métropole Toulon Provence Méditerranée, (Métropole TPM) en tant qu'autorité délégante, et la Société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), en tant que délégataire, la présente convention a pour objet la définition des modalités d'octroi et de financement de la tarification sociale applicable aux allocataires du revenu de solidarité active (RSA) dans l'usage du Réseau Mistral, sur l'ensemble du périmètre de transport urbain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour l'année 2024.

L'accès au tarif réduit des transports s'inscrit dans une démarche visant l'insertion des allocataires du RSA qui rencontrent des difficultés matérielles pour se déplacer dans le cadre de leur projet d'insertion.

ARTICLE 2 – MODALITES PRATIQUES

Article 2.1 - Tarif applicable aux bénéficiaires du RSA sous contrat d'engagements réciproques (CER) ou projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE)

Les allocataires du RSA susvisés peuvent relever du titre « 10 voyages tarif réduit » sur les lignes terrestres et maritimes du Réseau Mistral (hors services personnes à mobilité réduite – TPMR et taxis bus de nuit).

La tarification sociale s'applique sur l'ensemble du territoire de la Métropole TPM.

Au 1er mai 2024, le prix à tarif réduit pour 10 voyages est de 6,90 € (TTC) tandis que le titre de 10 voyages tarif normal est de 10 € (TTC).

Article 2.2 - Ayants droits

Peuvent relever de ce tarif, les allocataires du RSA et leurs ayants droits (conjoint, concubin, pacsé) :

- domiciliés dans l'une des communes de la Métropole TPM,
- titulaires d'un contrat d'engagements réciproques ou d'un projet personnalisé d'accès à l'emploi en cours de validité.

Article 2.3 - Modalités de rechargement du profil « allocataires du RSA » permettant l'utilisation du tarif « 10 voyages tarif »

Les personnes titulaires d'une fiche de liaison doivent se présenter dans une agence commerciale du Réseau Mistral et se voient remettre, en échange de la fiche de liaison, lors d'une création, une carte sans contact « Mistral » sur laquelle est porté le profil « allocataire du RSA » pour la période fixée par la fiche de liaison (3, 6, 9 ou 12 mois). Sur ce support « sans contact », le titulaire peut charger, dans les agences commerciales ou chez les commerçants dépositaires, et ce sur la durée du profil, le titre « 10 voyages tarif réduit ».

Article 2.4 - Etude préalable des droits

Les travailleurs sociaux des unités territoriales et sociales (UTS) du Département du Var et les organismes habilités par le Département du Var, que sont France Travail, la Mutualité sociale agricole (MSA), le Centre départemental pour l'insertion sociale (CEDIS), Les amis de Jéricho, UDV, l'Association Varoise d'Accueil Familial (AVAF), Logivar UDV, API Provence, Archaos, En chemin, l'Association Nationale de Prévention Alcoolologie Addictologie (ANPAA), Ariane Méditerranée, l'AVIE, AXIS, le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), Face Var, Initiative formation appui pédagogique emploi (IFAPE), Garrigues, la Maison de l'emploi Toulon Provence Méditerranée (MDE TPM), procèdent à l'étude préalable des droits à la tarification sociale des intéressés.

Ils remettent à l'allocataire du RSA, sur présentation des justificatifs requis (pièces d'identité, justificatif de domicile, contrat d'engagements réciproques validé par le Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) ou PPAE, une fiche de liaison dûment remplie et validée à partir de laquelle le délégataire de transport public (RD TPM) est habilité à créer ou valider un profil « allocataire du RSA » sur la carte sans contact « Réseau Mistral ».

Article 2.5 - Suivi statistique

La Métropole TPM, par l'intermédiaire du délégataire, la Société RD TPM, centralise l'ensemble des données relatives aux allocataires bénéficiant de la mesure et fournit sur simple demande du Département du Var (direction du développement social et de l'insertion) à la fin de chaque trimestre civil, la liste des personnes pour lesquelles le profil « allocataires du RSA » a été validé. Ce listing, transmis via un logiciel de cryptage, comporte l'identité des intéressés, le numéro de la carte et la durée de sa validité, la commune de résidence, ainsi que toutes données utiles au suivi statistique du dispositif.

ARTICLE 3 – MODALITES DE LA PARTICIPATION DU DEPARTEMENT

La participation de Département du Var correspond :

d'une part, aux frais d'établissement des cartes nominatives au tarif de :

- 8 € pour une carte valable sur la durée du contrat d'engagements réciproques d'une année,
- 6 € pour un contrat d'une durée de 9 mois,
- 4 € pour un contrat d'une durée de 6 mois,
- 2 € pour un contrat d'une durée de 3 mois.

et d'autre part, au montant de la réduction forfaitaire accordée chaque mois aux allocataires du RSA basée sur le niveau moyen de déplacements mensuels des publics titulaires de carte au profil "allocataire du RSA". Cette réduction – pour les voyages effectués – est égale à la différence entre le prix du tarif normal (1,00 €, tarif en vigueur au 1er janvier 2024) et le prix tarif « réduit » (0,69 € en vigueur au 1er janvier 2024) multiplié par la mobilité mensuelle moyenne des allocataires du RSA (évaluée forfaitairement à 30 voyages par mois) et le nombre de cartes Mistral dont le contrat profil « allocataires du RSA » en cours de validité (soit 0,31 € X 30 X nbr allocataires avec un profil actif).

Les tarifs de référence sont fixés chaque année par délibération de la Métropole TPM, autorité organisatrice de la mobilité.

Le montant maximum prévisionnel de la participation du Département du Var au titre de l'année 2024 est de 120 000 €.

La participation est mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales. Son montant est crédité sur le compte de la société RD Toulon Provence Méditerranée (RD TPM), délégataire de la Métropole TPM, sur la base des factures trimestrielles présentées par ladite société au Département à trimestre civil échu ou, en cas de résiliation de la présente convention, sur la base de la dernière facture mensuelle ou bimensuelle établie à terme échu.

Cette subvention est imputée sur le budget départemental. Le comptable est le payeur départemental du Var qui assure le versement.

ARTICLE 4 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Article 4.1 - Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité.

Par ailleurs, les personnes amenées à intervenir dans les missions assurées auprès des allocataires du RSA sont tenues au secret professionnel tel que prévu à l'article L262-44 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4.2 – Protection des données à caractère personnel et formalités – Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

Les partenaires signataires de la convention s'engagent à respecter les dispositions de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles ainsi que le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018. Ces dispositions concernent :

- le droit d'information des personnes en cas de collecte de données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- l'exercice des droits des personnes en cas de gestion des données personnelles entrant dans le champ de la convention ;
- la communication du nom du délégué à la protection des données et ses coordonnées conformément à l'article 37 du Règlement (UE) 2016/679 ;
- la déclaration écrite de la tenue d'un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679.

Article 4.3 – Sécurité des données à caractère personnel

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement :

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, les parties s'engagent à s'aider mutuellement pour la réalisation d'une analyse d'impact sur la vie privée (article 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et liberté des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du règlement) :

Les signataires s'engagent à s'informer, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit heures après en avoir pris connaissance, en cas de survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données.

Ils documentent le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

ARTICLE 5 - MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par avenant, notamment dans le cas où la Métropole Toulon Provence Méditerranée serait amenée à délibérer sur une nouvelle grille ou un nouveau barème tarifaire.

Les éventuels avenants ultérieurs feront partie intégrante de la présente convention.

Dans l'éventualité où le projet d'avenant serait rejeté par l'une ou l'autre des parties, la convention initiale s'appliquerait sauf à être résiliée conformément aux dispositions de l'article relatif à la résiliation de la convention.

ARTICLE 6 - RESILIATION DE LA CONVENTION

Au cours de cette période, elle peut être résiliée à l'initiative du Département du Var ou de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, moyennant un préavis de deux mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, la présente convention sera résiliée de plein droit et à effet immédiat, dans l'hypothèse où la Délégation de Service Public prendrait fin au cours de l'exercice.

ARTICLE 7 - CARACTERE EXECUTOIRE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur après avoir été signée par les parties.

ARTICLE 8 – TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de désaccord entre les parties, le tribunal administratif de Toulon est seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

**Pour la Métropole Toulon
Provence Méditerranée**

**Pour le délégataire, la société RD Toulon
Provence Méditerranée
(RD TMP)**

**Le Président
Jean-Pierre GIRAN**
(date et cachet)

**La Directrice Générale
Claudine SCHULLTZ**
(date et cachet)

Fait à Toulon, le

Pour le Président du Conseil départemental

**Lydie ONTENIENTE
Conseillère départementale
Présidente de la commission insertion et action
sociale**